

8° FORO DE BIARRITZ
Rencontres Europe-Amérique Latine

Santiago du Chili - 8 et 9 octobre 2007

SYNTHESES DE LA CONFERENCE MAGISTRALE : « Cohésion sociale et gouvernance démocratique »

Lundi 8 octobre 2007 - Salon Vitacura

Modérateur: Carlos Huneeus, Ancien Ambassadeur, Directeur Exécutif Centre d'Etudes de la Réalité Contemporaine CERC, Chili

Conférence de **François Bayrou**, Député, Ancien Ministre de l'Education, Président du Mouvement Démocratique MODEM, Union pour la Démocratie Française UDF, France

Commentateurs:

Isabel Allende, Députée, Ancienne Présidente de la Chambre des Députés, Chili

Soledad Alvear, Sénatrice, Présidente du Parti Démocrate Chrétien DC, Chili

- **François Bayrou**, Député. Ancien Ministre de l'Education, Président du Mouvement Démocratique MODEM, Union pour la Démocratie Française UDF, France

François Bayrou a analysé les effets de la globalisation sur la politique. A l'échelle de la France et de l'Europe, il semblerait que la globalisation impose un modèle politique unique. Plus encore, il a l'impression que la globalisation suppose la disparition du projet politique ; les contraintes économiques, financières, commerciales suppriment ou atténuent le projet politique de sorte que les références semblent toutes aller dans le même sens. En réalité, dans la globalisation, deux projets politiques se confrontent :

- Un projet d'inégalités croissantes : dont l'exemple le plus concret serait le modèle des Etats-Unis où depuis 25 ans le prix du travail a constamment baissé et où la progression du pouvoir d'achat est captée par 5% de la population, ce qui signifie évidemment que les inégalités croissent. Les sociétés latino-américaines souffrent du même mal.
- Un projet de justice croissante : à opposer au projet d'inégalité croissante et cela dans la globalisation. Le projet de justice croissante que propose François Bayrou repose sur la capacité à penser une société créative

et pour cela il n'y a rien de plus urgent que l'accès à l'éducation et le développement de la recherche.

En ce qui concerne directement la cohésion sociale, l'Etat n'en a pas le monopole. Néanmoins, il est nécessaire de mettre en place des institutions démocratiques rénovées car tout comme le disait un démocrate-chrétien : « La démocratie c'est l'organisation sociale qui porte à son maximum la conscience et la responsabilité du citoyen. » Or, à l'inverse, dans le projet d'inégalités croissantes, s'opère une captation du pouvoir qui séduit le citoyen tout en lui dissimulant la réalité des choix.

Contre cela, il faut inventer une nouvelle séparation des pouvoirs. Pour la construction d'une justice croissante, nous avons besoin selon François Bayrou d'un nouveau modèle politique. Et si l'on veut une société de justice, il faut définir à l'échelle internationale des acteurs politiques qui aient la capacité de s'en saisir.

Face à des déséquilibres dangereux à l'échelle internationale, à la crise du modèle européen et du modèle latino-américain, il est nécessaire de reconstruire les régions dans un esprit de parenté, de famille.

Lors du débat qui a suivi, Isabel Allende, Députée, Ancienne Présidente de la Chambre des Députés du Chili, a souligné que ce que requérait l'Amérique Latine c'étaient des politiques publiques volontaires et efficaces et un Etat fort. Elle a relevé cependant que les sociétés étaient beaucoup plus présentes en tant qu'acteurs.

Pour Soledad Alvear, Sénatrice chilienne, Présidente du Parti Démocrate Chrétien DC, la clé des progrès sociaux au Chili c'est qu'il n'y ait pas eu de réduction des dépenses publiques en faveur des programmes sociaux, néanmoins les travaux d'inclusion restent un défi très important. Ne serait-ce qu'à l'échelle régionale et à l'échelle de l'intégration. Soledad Alvear a constaté que malgré la grande diversité des langues et des cultures, l'intégration européenne s'est faite avec succès ; on ne peut pas en dire autant du continent latino-américain alors qu'il n'enregistre que deux langues officielles.

Puis Soledad Alvear a souhaité s'exprimer sur la RSE, en affirmant que « la responsabilité sociale des entreprises commence là où termine la loi » pour illustrer le fait que la cohésion sociale n'est pas l'apanage exclusif d'un Etat dont le rôle n'est plus le même. La responsabilité sociale est maintenant le fait de divers acteurs, dont le secteur privé même si tout comme Isabelle Allende, Soledad Alvear insiste sur la nécessité de mener à bien des politiques publiques efficaces et efficientes.